

Dépêche AEF : Comment le développement durable a-t-il pris de plus en plus d'importance dans les établissements ? (Rencontres de l'ESRI)

9-12 minutes

Comment intégrer la dimension "développement durable" dans les projets immobiliers ? Pourquoi ce sujet n'est plus qu'une question d'efficacité énergétique mais joue aussi un rôle social dans les établissements ? Comment les gouvernances doivent-elles prendre en compte les nouvelles attentes des étudiants notamment ? Franck Chauvin (Isa Lille-Yncrea), Jérôme Masclaux (Epaurif), Jacques Rosemont (Banque des territoires) et Armelle Carnet Leburrier (Agrocampus Ouest et Cirses) ont témoigné de leurs pratiques, mardi 26 novembre 2019, lors des "Rencontres de l'ESRI" d'AEF info au campus Condorcet.



de gauche à droite : Jacques Rosemont (Banque des Territoires), Armelle Carnet Leburrier (Agrocampus Ouest, Cirses), Jérôme Masclaux (Epaurif), Franck Chauvin (Isa-Yncrea Lille). Sébastien Ferraro / AEF info

"Un cap a été franchi dans la manière d'appréhender le développement durable", assure Jacques Rosemont, responsable

du plan d'action développement durable à la Banque des territoires, lors de ce débat organisé par AEF info, le 26 novembre 2019 au campus Condorcet. La notion de développement durable "glisse doucement mais sûrement de la dimension purement énergétique à une dimension sociétale, en prenant en compte les usagers, sans oublier la dimension économique qu'il y a dans l'ensemble de ces actions".

Fédérer une communauté autour du développement durable



Franck Chauvin, responsable du pôle environnement de l'Isa Lille-Yncrea, le 26 novembre 2019 aux rencontres de l'ESRI.

| *AEF*

"Nous sommes passés d'une logique d'alerte, d'individualité, à des processus de plus en plus intégrés" en termes de développement durable, souligne aussi Franck Chauvin, responsable du pôle environnement de l'Isa Lille-Yncrea. "On peut dire que la tendance est là, ce ne sont plus des signaux faibles", analyse-t-il.

Lorsque l'on travaille sur le développement durable, il faut "faire ses preuves", témoigne Franck Chauvin : "C'est un domaine qui globalement pourrait paraître confidentiel, élitiste, 'boboisant', et le ramener à la réalité de l'administration, c'est un vrai enjeu de

performance." Il explique vouloir fédérer l'ensemble de la communauté sur ces questions : "Nous organisons des challenges sur la mobilité par exemple où chacun mesure pendant un mois ses kilomètres parcourus à vélo, et cela permet de parler qualité de vie au travail, qualité de l'air. Ça rassemble aussi les gens, c'est une plus-value masquée mais réelle."

"Il faut repenser les modèles de gouvernance"

"Le développement durable a sa place dans la gouvernance, peu importe d'où cela vient", explique Jacques Rosemont. "La manière dont les universités appréhendent leur impact environnemental n'est plus quelque chose de militant, c'est une valeur partagée, globale, que l'on trouve sur l'ensemble des campus", assure-t-il. Ainsi, "le développement durable est un axe majeur de pilotage et de décision, même si l'arbitrage final est toujours d'ordre financier... C'est peut-être cela qu'il faut changer : apprendre à prendre les décisions à l'aune de la dimension financière, mais aussi à l'aune de l'impact extra-financier."

Il faut "repenser les modèles de gouvernance dans les établissements, mettre en place un management plus transversal sur lequel on implique davantage les communautés que ce soit les étudiants ou le personnel", estime Armelle Carnet Lebourrier, DG d'Agrocampus Ouest et présidente du Cirses. Mais, elle pointe une difficulté, le manque de temps : "Quand c'est participatif, ça demande du temps. Mais on gagne en termes d'adhésion, en sentiment d'appartenance et de travail sur la marque. Nous avons des étudiants qui viennent car nous sommes porteurs de ces valeurs-là, et que nous les incarnons dans notre fonctionnement."

le développement durable dans les projets immobiliers



Jérôme Masclaux, DG de l'Epauprif, le 26 novembre 2019 aux rencontres de l'ESRI.

| *AEF*

"La question essentielle aujourd'hui est de savoir comment on maintient les objectifs dans le temps", en termes de développement durable. Néanmoins, Jérôme Masclaux explique que l'Epauprif intervient via un "CPER qui a été défini à la fin des années 2000, puis prorogé. Nous sommes en train de réfléchir à la génération suivante", l'ancien CPER laissant peu de place aux problématiques liées au développement durable.

Pour Jacques Rosemont, la principale difficulté réside dans la durée entre la prise de décision et la mise en place d'un bâtiment "pour une période de 20, 30, 40 ou 50 ans". "Prendre des décisions pour un campus à un instant T, c'est être capable, et c'est un exercice de grande difficulté, de se projeter sur les 50 prochaines années. Le développement durable, "c'est être capable de s'adapter à l'environnement technologique mais aussi à l'environnement climatique".

L'importance du comportement des usagers

Jacques Rosemont explique également que "le développement

durable, c'est la prise en compte de tous les éléments extérieurs, c'est le rôle de chacun dans la vie des campus. Nous avons constaté qu'un bâtiment pouvait moins consommer d'énergie et être plus vertueux en sensibilisant les utilisateurs, et baisser la facture d'énergie jusqu'à 20 %. Le premier levier d'économie peut être l'utilisateur."

De son côté, Franck Chauvin, explique que "rien qu'en jouant sur le comportement, en 2018, la consommation a été réduite de 30 % par rapport à 2011, à effectif croissant. C'est 180 000 euros sur un budget de 12 millions d'euros, pour un investissement d'environ 100 000 euros."

L'impact des prix et des labels

Les prix et labels peuvent aussi servir les établissements à s'emparer de ces problématiques de développement durable. "Il faut être sélectif car il y a beaucoup d'opportunités", explique Franck Chauvin. Mais les référentiels et labels, comme le



Armelle Carnet Lebeurier, DG d'Agrocampus Ouest et présidente du Cirses, le 26 novembre 2019 aux rencontres de l'ESRI.

| AEF

DD&RS, permettent d'instaurer un rendez-vous : "Tous les ans, on

se remet en danger et il faut compiler des preuves, les structurer, formaliser des démarches." Par exemple, Franck Chauvin voit dans le prix "Green Grown Awards" qu'a remporté l'Isa une "caisse de résonance".

S'agissant du label DD&RS, dont le Cirses est porteur, Armelle Carnet Lebeurrer, DG d'Agrocampus Ouest et présidente du collectif, rappelle que ce sont les établissements, à travers l'impulsion de la CPU et de la CGE, qui l'ont co-construit, avec les étudiants" ([lire sur AEF info](#)). Alors qu'actuellement, "26 établissements ont obtenu le label et qu'il y a six demandes par an", elle estime que ce chiffre, plutôt faible au regard du nombre d'établissements d'enseignement supérieur, est en partie dû au manque de communication.

Elle souligne que ce label "est exigeant et repose sur un référentiel qui porte sur l'ensemble de l'activité et l'organisation de l'établissement. Il faut ainsi faire la démonstration que l'on a formalisé, produit des choses en matière de développement durable, ce n'est pas un exercice simple." Mais cela peut être "un levier d'appropriation de la démarche de développement durable par les établissements et cela donne du sens au travail des uns et des autres. Vis-à-vis des gouvernances, c'est un vrai levier pour faire prendre conscience de ces enjeux."

Le rôle des étudiants, "en quête de sens"

Les étudiants sont-ils au cœur des démarches concernant le développement durable ? Au-delà du taux d'insertion ou du salaire en sortie de formation, "la dimension de responsabilité sociale est de plus en plus forte pour les jeunes générations", qui vont ainsi prendre en compte ce critère dans leur choix d'orientation, "quand l'étudiant a le luxe de pouvoir choisir son établissement", souligne Jacques Rosemont. "On le voit dans les universités et les écoles, les associations étudiantes sont de plus en plus impliquées sur les impacts environnementaux, sociaux et économiques et sont dans



Jacques Rosemont, responsable du plan d'action développement durable à la Banque des Territoires, le 26 novembre 2019 aux rencontres de l'ESRI.

| *AEF*

une quête de sens et d'utilité. Les établissements l'ont bien compris et aujourd'hui, ils n'envisagent pas une rénovation d'un bâtiment sans considérer *a minima* l'atteinte des performances liées aux problématiques de développement durable", assure Jacques Rosemont.

Pour Armelle Carnet Lebeurrer, il y a "forcément des étudiants sensibles à ces questions dans [s]on école, Agrocampus Ouest". "Nous avons des étudiants militants qui arrivent, et le travail que nous avons à faire auprès d'eux, c'est de les faire passer de la posture de militant à celle de l'ingénieur." Ainsi, les étudiants se mobilisent dans son établissement : elle cite un manifeste des étudiants sorti l'an passé, les manifestations pour le climat au printemps 2019, et même des étudiants "qui boycottent des dispositifs que nous mettons en place comme les forums emploi à cause de telle ou telle entreprise". Pour elle, "les étudiants ont besoin de voir que les établissements s'engagent sur des actions porteuses de sens".